

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18166 - 71ÈME ANNÉE

Nouvelle illustration de la nécessité du changement

Des milliards de l'État et pas de développement

Lors de sa deuxième journée à La Réunion, le Premier ministre a mis l'accent sur l'argent dépensé par l'État dans notre île : entre 4 et 5 milliards d'euros par an. Malgré cela, la crise s'aggrave de jour en jour, ce qui illustre bien que cette somme considérable n'est pas justement utilisée.



Manuel Valls hier à Gillot. Il y a déclaré que l'État dépensait à La Réunion plus de 4 milliards pour soutenir l'emploi et la croissance.

Le second jour de la visite de Manuel Valls a beaucoup insisté sur le rôle de l'État à La Réunion. C'était tout d'abord dans les thèmes des visites. La présentation d'actions financées en partie par Paris : contrat de ville, plan logement. La visite d'une entreprise subventionnée par la défiscalisa-

tion. L'inauguration d'un bâtiment de l'aéroport géré par une société dans laquelle l'État est actionnaire majoritaire.

C'était aussi dans les discours. Au gymnase des Camélias, Manuel Valls a dit que l'État dépensait 5 milliards à La Réunion, il l'a redit quelques minutes plus tard dans un autre discours dans l'ancienne mairie de

Saint-Denis. Puis avant de s'envoler pour Mayotte, il a affirmé que l'État, c'est 4,4 milliards d'euros pour la croissance et l'emploi.

Des milliards à relativiser

Entre 4 et 5 milliards d'euros tous les ans, c'est une somme considérable. Elle est injectée depuis des années dans l'économie. Et à en croire les patrons, cela ne suffit pas. Ces derniers demandent encore une prise en charge plus grande par l'État des sommes que les entreprises doivent payer au fisc et à la Sécurité sociale.

Malgré ces milliards envoyés à La Réunion, la situation du pays ne s'améliore pas. Force est de constater que cet argent public repart vers la France sous forme de profits privés. En effet, une partie de l'argent des transferts publics est essentiellement versé sous forme de revenus pour des personnes exclues du travail par le système économique, pour des agents de l'État. Une partie de ces sommes sont dépensées

dans des services appartenant à des groupes privés français. Quant aux subventions versées pour l'investissement aux collectivités, une partie retourne en France dans la valise des profits réalisés par les filiales des groupes français qui obtiennent des marchés publics.

C'est pourquoi l'annonce de ces milliards doit être relativisée. Il serait intéressant de savoir quelle est la part de cette somme qui retourne en France.

Pourquoi pas la globalisation ?

Le PCR a proposé que les sommes versées par l'État à La Réunion soient globalisées et gérées à La

Réunion par des Réunionnais. Cette proposition est toujours d'actualité. En effet, le modèle actuel a généré les résultats suivants : plus de 175.000 demandeurs d'emploi, près de 60 % des jeunes au chômage, plus de 20.000 familles exclues du logement social, la moitié des Réunionnais sous le seuil de pauvreté, 120.000 illettrés. Une gestion réunionnaise de l'aide globalisée ne pourrait-elle pas permettre de sortir de cette situation sociale « hors norme » ?

M.M.

Aucune proposition pour l'emploi de la part de ce Forum de jeunes, pourquoi ?

Manuel Valls rencontre une jeunesse bien singulière

Le Forum réunionnais de la jeunesse a donné une image bien singulière de la jeunesse réunionnaise : aucune proposition pour exiger un travail alors que c'est l'objet de toutes les manifestations de jeunes à La Réunion.

Chacun sait que le problème numéro un des jeunes à La Réunion, c'est le chômage. Il touche plus de la moitié des jeunes. Quatre ministres ont rencontré hier des jeunes lors d'une manifestation organisée à la mairie de Saint-Denis. Ces jeunes ont dit leurs propositions. Il est à noter qu'aucune ne vise à demander du travail.

Pourtant, quand des jeunes manifestent à Saint-Denis, c'est d'abord pour demander du travail aux élus de la majorité municipale. Le matin même, Alain Naillet, adjoint au maire de Saint-Denis, avait dit dans son intervention la nécessité d'agir dans l'urgence pour la cohésion sociale afin de tenter de juguler ces mouvements. Ces manifestations vont jusqu'au blocage des routes. Le Forum réunionnais de la jeunesse de Saint-Denis a préféré mettre en avant l'éducation civique ou d'autres concepts qui semblent bien éloignés des besoins réels de la majorité des jeunes Réunionnais.

Manuel Valls a donc rencontré une jeunesse bien singulière.



Manuel Valls et Patrick Kanner, ministre de la Ville, au Forum de la jeunesse à Saint-Denis. Aucune proposition pour l'emploi de la part de ce Forum de jeunes, pourquoi ? (photo SLY)

Edito

Session de rattrapage pour les 7 députés

La Réunion compte 7 Députés parmi lesquels se trouvent 3 femmes dont la doyenne, Huguette Bello. Où étaient ces personnes et que faisaient-elles durant la visite du premier ministre accompagné de 3 autres ministres ? A quoi servent-elles ?

Lors des dernières élections législatives, ces personnes se sont vantées d'être les meilleures pour défendre la position des Réunionnais auprès du gouvernement. Les 7 élu-es ont rejoint le camp de la Majorité Présidentielle. Aucun opposant. Aucun communiste non plus. Ce qui tend à démontrer que ces élu-es ne sont pas représentatifs du corps électoral, encore moins du corps social où la moitié d'entre nous vit sous le seuil de pauvreté.

Ces illustres personnages étaient présents sur le parcours présidentiel, un peu plus médiatisé que le public. Mais sans plus. En pareille circonstance, on pouvait penser qu'ils allaient user de leur titre pour exposer leurs dossiers-clés et prendre l'opinion à témoin. Rien. Le vide absolu. Grâce aux subtilités du parcours ministériels, 5 ont été visibles. Un quasiment pas, Jean Jacques Vlody. Un totalement sorti des écrans, Thierry Robert. Du coup, les 7 Députés n'ont servi à rien. Voilà comment la population réunionnaise est abandonnée.

Comme pour les examens scolaires qui me-

surent les capacités et compétences, il leur reste une session de rattrapage. La préparation d'une proposition de loi en faveur de l'Egalité réelle, un thème générique avancé par le Président de la République lors de son voyage aux Antilles. Victorin Lurel a été missionné sur ce dossier. La population réunionnaise et surtout les électrices et les électeurs ont besoin de connaître ce que vont proposer leur Parlementaire. En leur nom. Prions pour que les Réunionnais puissent avoir la primeur de leur copie.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Manuel Valls en visite aux Camélias

L'État dépense 5 milliards d'euros à La Réunion

Ce vendredi, la présentation du contrat de ville de Saint-Denis et du plan logement avaient pour cadre le gymnase Patrick Cazal dans le quartier des Camélias, en présence du Premier ministre.

Après un passage au marché forain des Camélias, Manuel Valls est intervenu lors d'une séquence présentant le contrat de ville 2015-2020 de Saint-Denis et le plan logement.

Gilbert Annette, maire de Saint-Denis, a pris tout d'abord la parole pour saluer le discours de Manuel Valls quand ce dernier parle d'apartheid territorial. Il a estimé que La Réunion avait 20 ans de retard sur la France, selon la comparaison des indices de développement humain.

Gilbert Annette a ensuite salué la « politique d'amélioration et de modernisation » menée par le gouvernement. Il a affirmé que le plan TPE-PME présenté par le Premier ministre en début de semaine va inciter les entreprises à embaucher. Il a ensuite dit merci au gouvernement pour ses ar-

bitrages, son soutien au projet d'entrée ouest de Saint-Denis. Et d'ajouter que « nous adhérons et défendons la réforme des collèges ». En conclusion, le maire de Saint-Denis a présenté son ambition pour La Réunion : arriver à un taux de chômage de 20 %, ce qui nécessiterait la création de 40.000 emplois.

Après la signature d'une convention-cadre préparant le contrat de ville de Saint-Denis, la seconde partie de la séquence était consacrée au plan logement pour l'Outre-mer. Le préfet Dominique Sorain a tout d'abord présenté la déclinaison pour La Réunion. Le représentant des bailleurs sociaux s'est ensuite exprimé, affirmant que la réhabilitation lourde de 10.000 logements dépassent les capacités financières de leurs propriétaires.

Pour le président de la FRBTP, ce plan

est une réponse à un appel au secours lancé le 30 janvier. Le logement social représente 40 % de la commande publique, qui elle-même constitue 80 % du chiffre d'affaires du BTP. La réhabilitation nécessite aussi une main d'œuvre plus importante que la construction, ce qui ouvre un espoir pour le BTP.

Dans son discours, Manuel Valls a mis en avant l'implication de l'État, qui dépense chaque année 5 milliards d'euros à La Réunion. Il a aussi dit son soutien au projet d'entrée ouest de Saint-Denis. L'État participera au financement d'une étude préalable.

Le logement est un grand chantier de La Réunion, car la population va continuer à augmenter. En conclusion, il a souhaité que la prochaine loi de finances concrétise ce plan logement.

Forum réunionnais de la jeunesse à la mairie de Saint-Denis

Le gouvernement prépare son comité interministériel

Le Forum réunionnais de la jeunesse est la déclinaison dans notre île des Forums français de la jeunesse. Son objectif est de préparer le Comité interministériel de la jeunesse le 3 juillet prochain.

Hier matin, la grande salle du premier étage de l'ancienne mairie de Saint-Denis avait un visage inhabituel. Elle accueillait les rencontres territoriales de la jeunesse. Des chaises en cercle avec des tables au milieu. L'objectif était de discuter pour faire part de propositions. En fin de matinée, les membres du gouvernement sont arrivés. Patrick Kanner, ministre de la Ville, Najat Vallaud Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, George Pau Langevin, ministre des Outre-mer, se sont intégrés dans des cercles de discussions. Puis Manuel Valls, Premier ministre, a fait de même.

Vint alors le moment de la restitution avec trois porte-parole accompagnés par les ministres.

Virginie Payet, administratrice du Forum réunionnais de la jeunesse, a fait part d'une première série de propositions : éduquer et communiquer dès

le plus jeune âge, des lois contre les discriminations, l'organisation d'événements, des logements pour les jeunes.

Helno Eyriey, président de l'UNEF-Reunion a listé celle concernant le soutien aux pratiques culturelles : des lieux culturels ouverts après 22 heures, des tarifs jeunes, des horaires de transport en commun plus adaptés.

Laetitia Dorval, chargée de mission au Forum réunionnais de la jeunesse, a présenté des propositions dans le domaine de la citoyenneté : valoriser l'engagement des jeunes, mettre en place des actions pour ne plus subir l'action de l'État, améliorer l'intégration, améliorer l'éducation des citoyens, renforcer l'éducation civique. Patrick Kanner a ensuite dit ce qu'il avait retenu de ses échanges avec des jeunes : riches du brassage des différentes cultures, les adultes ont parfois oublié qu'ils étaient jeunes, être pleinement citoyen français. Najat Vallaud Belkacem a déclaré avoir entendu les jeunes : elle a annoncé la mise en place de cours de morale et de civisme dès le primaire et dans le secondaire à la rentrée. Quant à

George Pau-Langevin, elle a rappelé que le ministère des Outre-mer soutenait les échanges scolaires et les stages de jeunes insulaires en Europe. « Vous êtes d'abord la richesse de La Réunion », a-t-elle conclu.

Manuel Valls a tout d'abord rappelé quelques chiffres. 40 % des Réunionnais ont moins de 25 ans, 58,6 % des jeunes réunionnais sont au chômage et de grandes inégalités.

Il a donné trois objectifs de la politique du gouvernement pour la jeunesse à La Réunion : remonter le niveau de l'école, en rappelant que Gilbert Annette soutient la réforme des collèges, adapter les formations à la réalité de la demande économique, renforcer l'université pour en faire un hub de la connaissance dans l'océan Indien.

Il a ensuite souligné que La Réunion est un atout pour la France, grâce à sa situation géographique entre l'Inde et l'Afrique du Sud. Il a enfin de nouveau déclaré que l'État à La Réunion, c'est plus de 5 milliard d'euros d'aides, de soutien et d'investissements.

Inauguration de la nouvelle aérogare de Gillot

Rechercher des réponses structurelles à la crise du tourisme

Avant de s'envoler hier en fin d'après-midi pour Mayotte, la délégation conduite par Manuel Valls a participé à l'inauguration de l'aérogare de Gillot. L'occasion d'un échange sur le thème du tourisme avec l'IRT, association financée par la Région.

Hier à l'aéroport de Gillot, l'inauguration de l'aérogare a été suivie d'une série de discours devant un parterre de patrons et de responsables de l'administration.

12.000 emplois, 300 millions d'euros de chiffre d'affaires, une succession de crises depuis le chikungunya : voici résumée la situation du tourisme par Patrick Serveaux, président de l'île de La Réunion Tourisme, IRT, association responsable de la promotion du tourisme financée par la Région. Selon l'IRT, l'État était intervenu fortement pour relancer le tourisme après le chikungunya. Pour la crise requin, ce ne serait pas au même niveau, laisse entendre l'IRT.

Les 600.000 touristes promis par Didier Robert pendant la campagne des régionales de 2010 sont toujours un objectif affiché, sans échéance. L'IRT rend aussi les compagnies aériennes responsables de la baisse du nombre de touristes, car le nombre de sièges entre la France et La Réunion sont en baisse d'après les chiffres de l'île de La Réunion tourisme.

En conclusion, Patrick Serveaux salue le rôle de la défiscalisation jugée « essentielle ». Ce sont ces réductions d'impôt qui permettent au secteur du tourisme de continuer à exister, a-t-il dit en substance. L'IRT propose que les demandes de défiscalisation soient instruites à La Réunion et que le préfet puisse décider. L'objectif est d'accélérer le traitement des demandes.

Manuel Valls répond tout d'abord que l'État, c'est 4,4 milliards pour la croissance et l'emploi à La Réunion. Il salue « l'action déterminante d'Air France », ainsi que « le dynamisme d'Air Austral ». L'État soutiendra les achats d'avion d'Air Austral, précise le Premier ministre.

Manuel Valls apporte des précisions sur le dispositif de continuité géré par l'État. Il est destiné à un public prioritaire qui peut mobiliser cette aide financière plusieurs fois dans



Inauguration de l'aérogare de Gillot. (Photo E. Grondin, le Quotidien)

l'année. Il salue donc l'action dans ce domaine de George Pau Langevin. Les dépenses de l'aide à la continuité territoriale avait doublé en 4 ans, George Pau Langevin a agi pour assurer la pérennité du dispositif.

Face à la baisse du nombre de touristes, Manuel Valls appelle à des réponses structurelles. L'État est prêt à aider pour mettre en place une stratégie forte de communication, pour relancer la marque Réunion. Il précise que ce sujet sera examiné lors d'une réunion avec Laurent Fa-

bius, ministre des Affaires étrangères, le 24 juin prochain.

Le Premier ministre annonce aussi qu'une mission est confiée à Jean-Jacques Vlody, député de la 3e circonscription : réfléchir à la mobilité des personnes entre les pays de notre région.

Au moment de conclure, le chef du gouvernement dit que La Réunion mérite mieux qu'un regard misérabiliste. Il dit avoir « confiance dans La Réunion, les Réunionnais, ses atouts ».



L'avion de la délégation conduite par le Premier ministre s'apprête à partir.

L'Intersyndicale dénonce un « mépris pour les personnels de l'Education Nationale »

Nous pensions que la venue de la Ministre de l'Education Nationale dans notre département résultait d'une prise de conscience de la situation dramatique de l'enseignement à La Réunion. Il n'en est rien !

En visite à La Réunion pour quelques heures, Madame la Ministre n'a pas daigné rencontrer nos organisations syndicales et ce après une grève contre sa réforme du collège.

Madame Vallaud-Belkacem n'est de toute évidence pas prête au débat sur sa réforme controversée.

De même nous aurions aimé des réponses sur :

- les difficultés rencontrées au quotidien par les personnels,
- la situation des stagiaires mutés en

métropole sans perspective de retour alors même que les besoins sont criants dans notre académie,

- le sort des personnels précaires de plus en plus nombreux dans notre secteur,

- la réforme des rythmes scolaires dont la mise en place est toujours chaotique,

- la suppression des Segpa pour les élèves en difficulté scolaire et sociale,

- l'introduction à marche forcée de l'apprentissage parallèlement à la suppression de places en CAP dans l'enseignement public

- les suppressions de classes dans le 1er degré et le manque de postes dans tous les secteurs au regard des besoins.

Plutôt que de se préoccuper de nos

jeunes en difficulté dans un système scolaire inadapté à notre académie, des 60% de chômeurs de moins de 25 ans qui ne trouvent pas un emploi, Mme la Ministre est venue faire passer sa réforme, à travers un joli numéro de communication bien orchestré !

Combien de temps les personnels pourront-ils accepter un tel mépris de la part de leur ministre ?

Les organisations FO, FSU, CGTR Educ'action, Saiper appellent les personnels à rester mobiliser, à poursuivre les actions dans les établissements et informer les parents, les personnels du danger de la réforme des collèges qui va accroître les inégalités pour nos élèves !

Ida Rupert : elle était la discrétion, comme savent l'être sans même le savoir « les gens de peu » ...

Comme tous « les gens de peu » auxquels l'écrivain Pierre Sansot a consacré un de ses plus beaux ouvrages, elle a vécu toute sa vie durant loin « des soucis d'une carrière et d'un avenir » qui tourmentent tant d'entre nous. Elle non plus ne concevait pas sa « différence comme une preuve de sa prétendue infériorité ». Elle n'appartenait pas au monde de ceux qui vivent teñaillés par « l'envie de grimper dans l'échelle sociale qui jaunit les visages et blêmit les existences ». Comme ces gens qui sont la simplicité même, elle ne cherchait pas à être comparée à d'autres catégories sociales. Elle se contentait de se lever tôt pour, tranquillement, travailler plus tard et plus souvent sans que, à ses yeux, cela signifie qu'elle possédait moins de valeur que les autres.

Depuis plusieurs mois déjà, elle avait quitté la petite maison toute modeste où elle a toujours vécu au Port, à l'angle des rues de Siam et des Comores, pour affronter dans une famille cette maladie qui la vidait de ses dernières forces.

Ce mercredi 10 juin, Ida Rupert a quitté notre terre après quatre-vingt-dix années d'une vie sans histoire. quatre-vingt-dix années consacrées à accompagner sa mère lorsque toutes deux se retrouvèrent un jour seules dans la petite case créole construite comme cela se faisait dans le temps : sur un terrain mis gracieusement à leur disposi-



tion par un généreux propriétaire qui ne leur fit signer aucun papier. quatre-vingt-dix années à la fin desquelles, alors qu'elle était désormais seule, elle offrait chaque jour son sourire et quelques mots pleins de gentillesse à ses voisins, à sa famille, à ses amies ainsi qu'à tous les autres qu'elle pouvait croiser chaque jour sur le chemin qui la menait à l'église Sainte Jeanne d'Arc.

Oui, Ida Rupert était de « ces gens de peu », de ce peu qui, nous l'a dit Pierre Sansot, « ne présuppose pas la petitesse ou la mesquinerie, mais plutôt un certain champ dans lequel il est possible d'exceller... ». Sa vie, Ida Rupert l'aura vécue en se disant, toujours avec Pierre Sansot, que « ... sans doute vaut-il mieux mani-

festier de la grandeur dans le peu que demeurer indécis, épais, risible, incapable d'un beau geste dans l'aisance... ».

La présence ces dernières heures de ceux qu'elle avait aimés, mais aussi de ceux qui l'avaient côtoyée toute sa vie durant dans son quartier de la Butte citronnelle du Port, est le plus bel hommage que l'on peut rendre à ces personnes sans histoire qui, comme Ida Rupert, n'ont jamais rien demandé mais qui ont été appréciés. Parce qu'elles étaient des gens de peu...

Raymond Lauret

Billet philosophique

«Un monde de fraternité et de loyauté»

Une des questions philosophiques essentielles que nous avons déjà évoquées dans cette chronique est la suivante : quel sens je donne à ma vie et quelles sont mes relations avec les autres ? Pour répondre à cette question, nous avons cité – entre autres – plusieurs artistes réunionnais engagés dans la transformation de notre société. Aujourd’hui, nous allons rappeler quelques idées mises en avant à ce sujet par un grand auteur, compositeur et interprète français, décédé le 13 mars 2010 à 79 ans et à ne pas oublier.

Ce lundi 8 juin, la chaîne de télévision France 3 a diffusé un vibrant « hommage à Jean Ferrat » pour célébrer le 5e anniversaire de sa disparition et pour faire connaître l’œuvre de ce célèbre chanteur, « un homme de grands combats », comme l’a dit l’animateur du documentaire. D’ailleurs, de nombreuses chansons et interventions de l’artiste ainsi que des témoignages de ses proches y montrent vraiment à quel point il ne s’est pas contenté de chanter « pour passer le temps » mais pour donner un sens profond et sincère à ce « joli nom, camarade ». Autrement dit, pour l’auteur de “Ma môme”, le plus important était vraiment de « refaire le monde » et de « changer la vie en abolissant la misère ». Tout cela, pour bâtir « un monde de fraternité et de loyauté ».

« Penser aux autres »

Que signifie un tel engagement ? Eh bien, combattre toutes les formes de racismes et d’inégalités, parce que « tous les hommes sont égaux ». Et puis se mettre « en groupe, en ligue, en procession » pour « penser aux autres ».

En effet, « il est temps que le malheur succombe », comme le dit aussi Jean Ferrat dans “Ma France” et il nous rappelle que « la société sera plus juste quand les gens ne seront plus soumis à l’exploitation de l’homme ». Selon lui également, « ce n’est pas du passéisme de vouloir que les gens vivent bien » et il vaut mieux éviter que « toute ma vie se résume en pas dérisoires ».

« 20 ans de guerres colonialistes »



Le groupe Oté Pirates – avec Patrick et René Sida aux côtés de Didier Delezay – lors de son concert au Port le 11 juin 2011 en hommage à Jean Ferrat.

Pour toutes ces raisons, ce « sympathisant communiste » affirme dans le documentaire : « je n’ai pas voulu retourner ma veste et me résigner » ; et il a exprimé l’espoir qu’« un jour viendra où les gens s’aiment ». Cette culture de l’amour (« que serais-je sans toi, qui vins à ma rencontre ? ») et de l’engagement pour la justice et la paix (« je suis de ceux qui manifestent » contre « 20 ans de guerres colonialistes ») a marqué toute la vie de

Jean Ferrat.

Voilà pourquoi, en tant que Réunionnais, nous n’oublions pas cet artiste qui a visité le plus grand bidonville de La Réunion au Cœur Saignant du Port en mai 1972 aux côtés de Paul Vergès et ses camarades. D’où l’importance aussi des concerts que lui consacre le groupe réunionnais Oté Pirates depuis plusieurs années, afin que nous soyons toujours fidèles à ses combats face aux trahisons et divisions.

Roger Orlu

Oté

Nou lé plis ké kapab !

Konm tout avan li, li la v'ni, li la vi, mi koné pa si li son tour li la rotoni. Domin na fé lo bilan tousala. Dapré zot, apré sa, domin nora plis lanbosh la rényon ? Ki pé konèt, éspéron, na war. Néna i di lanbosh i dékrèt pa, i anbosh domoun pou produi, pou produi i fo néna i ashté, i fo néna i konsom é pou konsomé fo ashté é la i fo larzan or zordi pou lèr domoun lé oki. Konmsala ni tour an rond. Anon pa krash dann lo bouyon d'brèd, li la aminn 10000 anplwa édé an plis, an souplingn pa nou.

Zournalis i konsidèr ké lin dé moman for de son pasaz sé dan lo sid, a sin zozèf. Sé dan nout sid sovaz ké li la sign la shart an favèr d'lanplwa èk nèf lantropriz. Nèf lantropriz i tonm dakor pou sèy réspèkt lo shart. Sé koué lo shart an favèr de lanplwa ? Boudikont sé fé in manière fé ka sak fwa néna in lanbosh isi, sé fé an sort si néna in ga la kour néna la konpétans ké sé pou li lo lanbosh, minm pou èt shèf sar oblizé, si néna isi, pran par isi minm. In shart pou sa ?

Donkalar sa i vé dir ké ziska zordi sété pa lo ka. Désértin i apèl sa la rézyonalizasyon de lanplwa. Pou lo moman la diskisyon lé èk bann lantropriz. Sanm pou mwin léta li minm li dovré déza aplik a li minm la shart, argard in pé la ba la sékirité sosial, argard in pé bann polisié, lédikasyon nasional, zinpo tousala. Si léta li minm li réspèk lo shart, konbyin lanplwa ni dégaz pou nou ? konbyin ga la kour ni anbosh ? kan mi di ga la kour mi di osi tantinn. Sirtou mi vé pi antann ké nou na pwin la konpétans. Nou lé plis ké kapab !

Justin